

Historique de la fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (FNCLAJ) Alain Schoelinck

La création de la Fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (FNCLAJ) en décembre 1960 est le prolongement des actions engagées dans la région niçoise par l'association Jeunesse camping au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

1941-1950 : les débuts de Jeunesse camping

Jeunesse camping trouve sa source dans l'action originale d'un groupe de séminaristes emmené par Pierre Bénédicti, qui, en 1941 est l'initiateur des « colonies de Carros » à travers lesquelles se développent une pédagogie d'avant garde et des activités de type communautaire pour les enfants du peuple qu'il s'agit d'abord de protéger des carences alimentaires puis d'éveiller au « monde nouveau » qui s'annonce. Les « petits colons » sont des enfants des quartiers populaires de Nice, qui sont acclimatés à la « vie en bande ». L'encadrement de la colonie est recruté dans les rangs des plus âgés sur la base de leur « capacité à entraîner les autres », leur générosité et leur « sens du collectif ». Nombre d'entre eux se trouvent être, sans le savoir une partie de l'ossature du futur mouvement de jeunesse.

A la Libération, ces enfants ont grandi. Pour la plupart ouvriers et apprentis, ils se sont constitués en groupe d'auto-organisation pour des loisirs vivifiants destinés aux jeunes travailleurs qui veulent chasser les souvenirs des souffrances de la guerre. Ils sont soutenus matériellement par Bénédicti, ordonné prêtre et devenu aumônier responsable des apprentis pour la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) dans le diocèse de Nice, qui les incite à créer deux associations, dans le cadre des activités de loisirs : le Ski club populaire et Jeunesse camping.

Dès 1946, la rénovation d'une vieille ferme au Foreston à Allos, est engagée en vue d'en faire un chalet de montagne pour la jeunesse ouvrière. Le mouvement inaugure à cette occasion des formes d'action (souscriptions, journées de travail, prêts sans intérêt, tombola, chantiers de jeunes) qui se révéleront être des « constantes » pour les futures réalisations. Ces mouvements se structurent et prennent une certaine importance du fait de leur dynamisme et de l'absence quasi totale de tout autre mouvement dans cette région, susceptible de prendre en charge les aspirations de la jeunesse ouvrière.

Mais l'activité n'est pas exclusivement masculine. Sous l'appellation de « Comités de jeunes travailleuses », une action ouvrière féminine se précise également, sous l'impulsion de Suzette Delon, permanente régionale de la JOC, mais aussi de Marthe Tinacci, Christiane Mondino, Jeannette Vialaret, Yvonne Podda, Marie Mossaz, et Annette Véla. L'action féminine, se structure avec des couturières, des vendeuses et des « bonnes à tout faire » en service dans les maisons bourgeoises de la côte. Les campagnes se multiplient sur le thème des loisirs, mais aussi sur le chômage et la condition ouvrière. Au paternalisme, aux œuvres de charité et à la bienfaisance, se substituent des actions autonomes où transparait la « cause ouvrière. La traditionnelle fête des « vieilles filles », la sainte Catherine, devient le « bal des couturières » où se côtoient, au « Relais Fleuri », plusieurs centaines de jeunes de différents quartiers et usines de Nice.

1950 : la crise de la JOC et la rupture avec la hiérarchie catholique

Propulsé par un collectif de filles survoltées, un mouvement de jeunesse populaire émerge peu à peu, synthèse du Comité de jeunes travailleuses, de Jeunesse camping et du Ski club populaire. Au début, ce bouillonnement s'effectue avec la bénédiction de Mgr Rémond, évêque du diocèse de Nice. Très rapidement, l'espace vacant laissé par les « structures officielles » sur le terrain des loisirs et de la vie des jeunes est occupé par ce « Comité de défense de la jeunesse » qui se distingue aussi par sa critique mordante de la condition ouvrière. Mais le collectif dirigeant de ce comité ne va pas en rester là. La plongée au cœur de la jeunesse laborieuse de Nice a révélé le décalage considérable entre les préoccupations des dirigeants de « l'institution » et la vie réelle des jeunes travailleurs. On reproche à la JOC d'être devenue une « machine à campagnes d'actions et rassemblements spectaculaires » et une « officine de vente de calendriers ».

Le 23 mai 1950 à Aix-en-Provence, Suzette Delon présente devant 400 aumôniers et cadres de la région du Midi de l'Action catholique ouvrière (ACO), un rapport explosif qui se conclut par une audacieuse

manifestation d'indépendance : «...nous sommes ouvertes, toutes ouvertes à la JOC, mais tant qu'elle n'éclatera pas, tant qu'elle sera incapable d'apporter une solution aux problèmes actuels des jeunes travailleurs, tant qu'elle ne prendra pas des positions claires, audacieuses, progressistes face au monde actuel, notre action se situera en dehors d'elle. » Ovationné par les aumôniers et les dirigeants de l'ACO, ce rapport est interprété par les autorités religieuses comme une véritable déclaration de guerre. Le chanoine G. Guérin, aumônier national et fondateur de la JOC en 1927 qualifie ce rapport « *d'adroit, perfide et déloyal* ».

Très hostiles aux agissements du groupe niçois et craignant son extension à d'autres régions, les dirigeants nationaux interviennent auprès de Mgr Rémond qui, sous la pression de la hiérarchie, modifie son attitude vis-à-vis du mouvement emmené par Suzette Delon et l'abbé Bénédeti. Les aumôniers qui les avaient soutenus sont priés de rentrer dans le rang. Bénédeti est sommé de faire cesser les réunions de « l'équipe ». Les prêtres qui animaient le mouvement à ses côtés Luciano, Maurel, Gilli, sont éparpillés dans le diocèse. Lui-même est nommé à la paroisse de Contes, dans l'arrière pays. Suzette Delon est sévèrement tancée par le chanoine Guérin qui lui reproche de « *ne pas avoir réfléchi à l'importance de son geste* ».

Mais ni l'un ni l'autre ne reculent. Mgr Rémond prononce alors la *suspense a divinis* de Bénédeti. Cette grave crise au sein de la JOC provoque une grande émotion et ces événements prennent, pour ceux qui les ont vécus, la dimension d'un traumatisme historique qui précipite définitivement l'action du mouvement vers la laïcité et la classe ouvrière. Le diocèse lui a immédiatement retiré tous les moyens matériels dont il bénéficiait. Mais le potentiel humain recruté par Jeunesse camping, le Ski club populaire et le Comité de défense des jeunes travailleurs et travailleuses n'a pas fini d'étonner. Il se structure en un mouvement de jeunesse qui se lance à corps perdu, mais sans aucun moyen, à l'exception notable du chalet du Foreston, dans la conquête des villas des riches pour les « restituer » à la jeunesse ouvrière, dans un climat de « lutte de classes ».

La construction d'un mouvement indépendant dans la région niçoise

Usant de son indépendance toute neuve, le mouvement tente aussi de concrétiser sa prise d'autonomie politique. Il cherche à fédérer une mouvance de jeunes plus ou moins inorganisés ou « en recherche » pour aller vers la création d'un grand mouvement de la jeunesse ouvrière. Plus d'une centaine de jeunes dirigeants se retrouvent à Allos en juillet 1951, parmi lesquels des responsables du Mouvement révolutionnaire de la jeunesse (MRJ, troskystes), de l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF, jeunes communistes), de la Route des Scouts de France (SDF) ou du Mouvement populaire des familles (MPF). Mais le penchant naturel de Jeunesse camping pour la spontanéité, illustré par le slogan omniprésent « *A partir de la vie* » d'une part, et le « cordon sanitaire » tressé autour d'eux par la hiérarchie catholique mais aussi par le Parti communiste français (PCF) qui y voit un organisme concurrent de l'UJRF, empêchent cet « élan du cœur » de se concrétiser.

Le mouvement se replie alors sur sa trajectoire initiale : ouvrir la Côte d'Azur et le ski, sport de riches, aux jeunes travailleurs. Il s'en suit une période intense d'acquisitions et de constructions, orchestrées par Bénédeti qui, ayant rompu ses liens avec l'église, se fait désormais appeler « Libéro » (l'homme libre). C'est d'abord la villa Thalassa à Cap d'ail, près de Monaco qui tombe fin 1951 dans l'escarcelle de la jeunesse ouvrière. C'est la première véritable auberge de jeunesse de la Côte d'Azur restée jusqu'à présent quasi imperméable à « l'élan » des auberges. Suivront « Clairvallon », en 1956, jusqu'ici propriété de la marquise de Boisgelin, sur les hauteurs de Cimiez, qui devient assez vite le centre opérationnel de l'action sur toute la côte d'azur, et à la fin de la décennie, « Caravelle 60 » l'ancienne villa du colonel Gaynard, sur le boulevard de la Garoupe au Cap d'Antibes. A chaque fois ces acquisitions dans les quartiers résidentiels et les « Caps de la fortune » sont réalisées à grand renfort de campagnes de souscriptions qui mettent en mouvement des centaines de jeunes travailleurs.

Par ailleurs, le mouvement manifeste une volonté impérieuse de se doter d'un outil culturel à la hauteur de ses ambitions pour - disent les documents d'époque - « *monter à l'assaut des rouages de la société* ». Ce sera la « Petite école » et « Jeunesse et culture » avec des thèmes nettement marqués par l'engouement technologique en vogue : l'atome, le Spoutnik soviétique, mais aussi les événements de Hongrie, la crise de Suez ou le barrage d'Assouan. Des dizaines de jeunes se rassemblent autour de thèmes aussi divers que le Brésil, le Sahara, les pays sous-développés, l'histoire du café ou celle du chemin de fer. « *Cinq métallos, un menuisier, un maçon, une institutrice, une étudiante, deux dactylos dirigent*

Jeunesse et culture, décident des objectifs, coordonnent les initiatives » et concrétisent cette volonté éperdue « *d'accession au savoir comme forme de liberté nouvelle à conquérir¹* » par la jeunesse ouvrière.

L'ouverture vers l'international : les « Jeunes amitiés internationales » (JAI)

Parallèlement, d'autres dimensions du mouvement se sont également développées. Dès 1952, les représentants de Jeunesse camping sont présents au festival mondial de la Jeunesse à Berlin, organisé par la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique (FMJD). Durant cette décennie, Jeunesse camping participe à tous les festivals et forums organisés par la FMJD : Vienne, Stockholm, Moscou, Bamako, Varsovie, etc.

Des liaisons internationales se consolident et s'approfondissent grâce à la fréquentation des relais internationaux qui accueillent en 1955 plus de 42 nationalités différentes. Une nouvelle branche du mouvement tente de fédérer « toute cette jeunesse du monde ». Les Jeunes amitiés internationales (JAI) sont créées dès le début des années cinquante. Les voyages d'amitié et de solidarité se multiplient notamment en Algérie dès 1954, où les liens avec les scouts musulmans algériens débouchent ensuite sur l'entraide clandestine et un soutien concret aux réseaux du Front de libération nationale (FLN) sur le territoire français.

La « montée à Paris » à la fin des années 1950 : construction d'un mouvement de jeunesse national

Durant les années 1950, le mouvement s'est consolidé et possède désormais une base économique solide. Les réseaux d'usagers des relais internationaux de la jeunesse se sont ramifiés dans toute la France. Des groupes de sidérurgistes lorrains de Longwy, des ouvriers de la chaussure de Grenoble et Romans, des employés de la SNCF, ou de la BNCI (future BNP), des groupes d'ouvriers et d'employés des banlieues parisiennes, Suresnes, Colombes, Courbevoie, St Denis, Pantin, Asnières, des groupes locaux en Lorraine, en Normandie, à Aix-en-Provence, Millau, Marseille, Grenoble, etc. Au total, une cinquantaine de sections et points de chute se réclament de l'action de Jeunesse Camping en 1959.

La résolution de les fédérer en un mouvement de jeunesse national est adoptée au congrès de 1959. Dès mars 1960, une équipe de Niçois est à Paris parmi lesquels Charles Dusnasio, Suzette Delon, Suzon Perenes, Augustine Salvietti, puis, Pierrette et Henri Bosio, Guy Ghiazza, André Rabarin et quelques autres encore qui suivront. Les réunions où l'on cherche à « cristalliser » tous les contacts établis dans la région parisienne, se tiennent d'abord dans un bar près du métro Cadet. Puis, un grand appartement ne tarde pas à être acquis au 69 de la rue Condorcet dans le 9^{ème} arrondissement. Il est aménagé à la fois en logement, en QG national de l'association, mais aussi en plate forme de l'action parisienne du mouvement.

Les perspectives se déclinent en quelques axes :

Poursuivre l'œuvre des relais internationaux de la jeunesse, agrandir et consolider le réseau de maisons et coordonner l'action des groupes locaux pour « *ouvrir la mer et la montagne aux jeunes du monde entier* », engranger à partir de ces actions, ce « capital relationnel » inestimable qui en découle au plan national et international.

Revendiquer une place pour une association de jeunesse populaire dans le parterre des grandes organisations nationales.

« Forcer » un peu la porte des ministères qui, jusqu'à présent, n'ont pas tellement pris au sérieux cette association de « va-nu-pieds » irréalistes qui revendiquent des sites de vacances pour la jeunesse ouvrière dans des zones manifestement réservées à la grande bourgeoisie, et obtenir de l'Etat l'agrément national Education populaire.

Aller vers la création d'une sorte de mouvement travailliste de la jeunesse, ayant des prises de position originales sur la guerre d'Algérie, le chômage des jeunes, mais aussi sur la vie quotidienne, les contenus du travail, les loisirs, les congés payés, en réconciliant dans une même organisation tous les « *aspects de la vie que le capitalisme a découpé en tranches* ». Du moins telle semble être l'ambition des dirigeants de l'époque : « *Peut-on faire un mouvement d'éducation totale de la jeunesse, un mouvement de jeunesse d'un type nouveau ?* » questionne la rencontre du 9 novembre 1960 à Clairvallon.

¹ *La bataille des loisirs. Les années 50.*, Collectif. Ed. Serre. Nice 1990.

Les actions de la fédération nationale des clubs de loisirs et d'action de la jeunesse (FNCLAJ)

1- Quelle structure pour cette jeune fédération ?

Observons d'abord que cette fédération naissante cherche « à tâtons » son modèle de structure et d'organisation. Durant les deux décennies de son existence, elle oscille sans cesse entre « *la spontanéité des jeunes tels qu'ils sont* », laquelle postule le « *rejet des liaisons nationales concentrées* » et d'autre part, l'impératif vital de se structurer selon les critères classiques en vigueur dans les organisations de jeunesse. Les rencontres nationales et les congrès débattent régulièrement des formes d'organisation à adopter pour ce jeune mouvement, et se font l'écho des conflits qui ne manquent pas de se développer. Les uns stigmatisent « *l'activisme local qui prend le pas sur la structuration du mouvement* » et s'alarment en diagnostiquant « un corps bien portant sur une colonne vertébrale de bébé » les autres se refusent à « *tout mariage au sommet* » et préconisent « *une structure qui fait rebondir les contacts vivants entre les groupes* »². Ajoutons que tous ont la hantise de la bureaucratisation qui s'étale sous les yeux dans certaines organisations de la capitale, « *permanents à vie, cadres de jeunesse sanglés dans des costumes trois pièces, et fauteuils de responsables servant de tremplins vers les carrières politiques* ».

Du coup, le système de fonctionnement fédéral n'est jamais figé et connaît les fluctuations de l'humeur politique des dirigeants. Condamnée à une forme de « *centralisation sans appareil* »³ la fédération reste, certes, à l'abri de la bureaucratisation mais d'une autre manière, s'enferme dans un fonctionnement qui se fonde sur l'aura des « personnages clefs » du mouvement, compliquant considérablement ainsi, la prise en main de l'avenir de l'association par les nouvelles générations.

2- Développement des Relais internationaux de la jeunesse

Les CLAJ-Jeunesse-Camping restent une association de « bâtisseurs ». La fougue des années cinquante s'est transmise à de nouvelles générations et les slogans « *le soleil brille pour tous* », « *la Côte d'Azur aux travailleurs* » ou encore « *le ski, sport de riches à la portée des jeunes travailleurs* » fonctionnent toujours. La logique d'édification qui a prévalu jusqu'à présent ne se dément pas: une maison nouvelle voit le jour tous les quatre ans ! Ainsi dès 1963, avec la création du relais international de la jeunesse de Poissy, « *l'Escale du peuple* » sur un terrain boisé d'un hectare et demi au cœur de l'île des Migneaux au milieu de la Seine, les CLAJ de Paris conquièrent leur premier édifice, l'ancienne demeure du PDG des pétroles Antar, monsieur Lambert. En 1968, le chalet de montagne « Neige et Soleil » à Valberg (Alpes-Maritimes) est réalisé en moins de 6 mois. Puis la construction de Ste Brigitte à Allos (Alpes-de-Haute-Provence) en 1971 est immédiatement suivie par la rénovation épique d'une vieille ferme du Haut Doubs à Métabief dans le Jura de 1971 à 1973.

Enfin, la réalisation du 9^{ème} relais international de la jeunesse de la Mine d'Or à Pénestin (Sud Morbihan) en 1977 vient conclure la série de la décennie par une spectaculaire mobilisation des énergies, avec la participation financière de plus de 1200 personnes.

Mais si ces maisons sont édifiées collectivement à partir de slogan fédérateurs et offensifs, elles sont aussi l'occasion de tester des modes de gestion qui cherchent à renverser le rapport consommation/participation au profit du second terme à travers l'implication des jeunes dans la vie quotidienne des maisons : vaisselle, ménage, animation, travaux, etc.

La gestion économique est également remarquable. Les « économes », formés par Libéro, sont, si l'on peut dire, à l'école des restrictions de la guerre et la pénurie du début des années cinquante. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il n'y a pas de gaspillage ! Les budgets sont d'une grande rigueur, et chaque franc doit être « *mis au service de la jeunesse* ». Le bénévolat est très important et les permanents sont peu nombreux. Ce modèle de gestion, peu écrit, est surtout porté par une culture orale et par des personnages « hauts en couleur ». Malgré les nombreuses tentatives d'écriture, dont celle du « carnet de gestion » en 1968, il se transmet davantage par « capillarité » aux nouvelles générations, que sous une forme écrite, même s'il

² Compte-rendu des débats. Congrès de mars 1970.

³ Rapport de Jean-Louis Moynot, militant de la cause algérienne, rédacteur du bulletin *Contact* et de la *Lettre aux soldats*, futur secrétaire confédéral de la CGT de 1967 à 1981.

subsiste de cette époque ce qu'on appellerait aujourd'hui des « procédures » pour la vaisselle, l'accueil, l'organisation des journées de vacances ou la tenue de l'économat.

Enfin, les maisons servent aussi de bases matérielles à des loisirs populaires de masse, vacances à la mer, week-ends de ski, sorties collectives pour faire pièce à l'ennui des loisirs commercialisés et aux « prestations de service » hors de portée des jeunes travailleurs, mais surtout pour soutenir l'action des groupes de quartier implantés pour la plupart dans les cités ouvrières. A Poissy, « l'Escale du peuple », en plus des groupes reçus, est utilisée en base de plein air pour les enfants des cités de la banlieue parisienne sous l'appellation « Les beaux jeudis de l'enfance populaire ». Chaque semaine, le petit car des CLAJ fait sa tournée depuis Villeneuve-la-Garenne, Bezons, Poissy et ramasse son contingent de petits écoliers qui viennent jardiner dans la serre du relais, soigner les lapins, faire de la peinture ou apprendre à faire la cuisine. Un terrain de football et un terrain de basket ont été aménagés, des rencontres sportives ont lieu presque tous les dimanches avec les jeunes travailleurs immigrés de l'usine Simca à Poissy, qui habitent au foyer du relais. Chaque week-end, un groupe bénévole de l'une des sections CLAJ de la région parisienne vient participer à l'accueil des usagers du relais : service, cuisine, travaux, mais aussi animation et présentation des activités du centre.

Une permanence loisirs est ouverte en 1967 au 3 de la rue Victor Massé, dans le prolongement de la rue Condorcet, avec un secrétariat pour coordonner les activités et procéder aux inscriptions.

3- Les relations internationales avec les Jeunes amitiés internationales (JAI)

En ce début de décennie soixante, les échanges internationaux restent d'abord marqués par la guerre d'Algérie. De nombreux jeunes appelés de l'association ont franchi la Méditerranée. Les *Lettres de soldats* et le bulletin *Contact* établissent des liaisons entre les jeunes sous les drapeaux. En sous main, les CLAJ ont poursuivi à Nice, leurs actions clandestines et le soutien aux insoumis. Depuis le début du conflit et sans ambiguïté, ils se sont affirmés pour l'indépendance du peuple algérien. Ces positions d'un mouvement de jeunesse ne « vont pas de soi » comme le montrent les tergiversations au sein du Groupe d'études et de recherches des organisations de jeunesse et d'éducation populaire (GEROJEP) ou les CLAJ au côté de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) et des Scouts de France, se montrent très actifs.

La période est marquée par la volonté d'indépendance des peuples, la décolonisation, et les pays « Non-alignés ». Au tournant de l'année 1965, c'est le début de la guerre du Vietnam. Si les relations sont encore intenses avec l'URSS, participation aux Forums et festivals, réception d'Edouard Chevarnadzé, président du Komsomol en 1960 à Nice, « 3 semaines en URSS » en 1962, les relations vont bientôt se « diversifier » en direction de la Chine avec laquelle s'établissent des liens étroits à partir de la fin des années 1960 en particulier avec les attachés culturels de l'ambassade et les étudiants de Fontenay-aux-Roses. Ces relations, ponctuées de voyages de dirigeants puis de groupes plus importants de jeunes travailleurs entre 1971 et 1975, marquent profondément les CLAJ qui épousent pendant plusieurs années la cause de la révolution culturelle.

Au total, l'activité internationale des CLAJ est particulièrement dense pendant ces deux décennies, elle reste dans un premier temps influencée par les pays du « socialisme réel » vers lesquels les voyages continuent d'être nombreux (URSS, Pologne, Hongrie, Yougoslavie, Tchécoslovaquie), Puis, grâce aux relations nouées dans les Relais internationaux de la jeunesse, d'une part, et d'autre part du fait des positions nettement tiers-mondistes et anticolonialistes prises par le mouvement, l'activité s'oriente davantage vers les pays « non-alignés ». Là encore, les voyages se succèdent vers l'Algérie, la Chine, le Dahomey, le Portugal, Cuba, etc.) Ils prennent souvent les caractéristiques de voyage dits « de masse » et entraînent 10, 20, quelquefois jusque trente jeunes travailleurs qui financent leurs voyages par des souscriptions et rendent compte de leurs découvertes dans des assemblées populaires de quartiers. Ainsi, l'activité internationale des CLAJ constitue-t-elle une forme originale d'éducation populaire durant cette période.

4- L'action au travail.

L'implantation remarquable des CLAJ dans l'industrie est une caractéristique sociologique de ce mouvement. A l'évidence, la montée sur Paris a plutôt renforcé cette implantation ouvrière. La moitié des niçois débarqués dans la capitale se sont embauchés dans des entreprises de la banlieue en vue de s'imprégner de la mentalité ouvrière parisienne et d'y créer un courant de sympathie vers les activités du mouvement. Pour les permanents, c'est la règle de la « rotation » qui prévaut : au bout de 3 ou 4 ans de service, le permanent est invité à retourner se « ressourcer » dans l'entreprise de son choix pour se

prémunir contre l'insidieuse « perversion institutionnelle ». Disséminés un peu partout dans la couronne ouvrière de la capitale, on peut trouver ces militants à la double appartenance, CLAJ et CGT, dans différentes usines : Renault-Flins, Renault Billancourt, Oréga-Vincennes, Hispano, Câbles de Lyon, Joint Français à Bezons, Wonder, Grundig, Snecma, Massiot-Philips, Bosh, Grandin, General Motors, Babcock-la-Courneuve etc.

La plupart des sections locales ont des caractéristiques ouvrières, certaines même très prononcées comme la sidérurgie à Longwy ou la chaussure à Romans. Tout au long de ces deux décennies, cette implantation ouvrière ne se dément pas, que ce soit à Caen, (Saviem, Jeager, Radiotechnique) à Grenoble, (Merlin Gérin, Caterpillar), à Tours (Doubinski, Hutchinson, Gault et Frémont), ou à Nice, région pourtant peu industrialisée (Vernier, Texas Instrument, SFER, Tiktiner) etc. Les militants CLAJ y sont très rarement isolés et de ces entreprises émergent quelquefois des groupes entiers qui se sont consolidés à travers les activités de loisirs et l'action syndicale. Les sections CLAJ paraissent profondément enracinées dans le tissu ouvrier de leur région. Dans l'esprit des militants, la sortie de ski ou le week-end de loisirs doivent renforcer la cohésion du groupe et préparer des ripostes ou des grèves dans les « boîtes ». Mais l'inverse est également vrai.

Ainsi, les CLAJ cherchent à insérer leur originalité dans le mouvement ouvrier, avec le regard spécifique des jeunes travailleurs et apprentis sur les questions du « contenu » du travail, mais aussi sur les formes spécifiques d'exploitation des jeunes: « *Il ne faut pas dix ans à un jeune pour comprendre qu'il est exploité* » titre le journal des CLAJ. « *Apprentis, ne te laisse pas presser comme un citron* » répond en écho l'affiche du comité de jeunes de Bezons. Et une obsession semble parcourir la colonne vertébrale du mouvement: « *ne pas séparer la jeunesse du milieu ouvrier en en faisant une catégorie à part* ». Le dernier numéro du Journal *Spécial jeunesse* paru en 1979 titre cependant sobrement : « *Y'en a marre du boulot !* ».

5- L'action culturelle et la formation

Les dirigeants des CLAJ ne ménagent pas leurs efforts pour faire émerger de toutes leurs activités une « *palette de jeunes responsables* » capables de prendre en main le considérable héritage politique et matériel du mouvement. Certains cherchent même à consolider leurs connaissances et vont « s'alimenter » auprès des professeurs de l'Institut des Sciences Sociales et du Travail (ISST) parmi lesquels, au milieu des années 1960, Michel Rocard et Marcel David, le fondateur de l'institut.

Le mouvement cherche à renforcer sa « colonne vertébrale idéologique » mais selon une méthode propre à la « jeunesse populaire », c'est à dire à partir d'une observation méticuleuse des faits sociaux. Le « carnet du militant » est créé à cette fin, et les jeunes sont invités à noter en « *blanc et noir* » les événements de la vie quotidienne. Les séances de formation se multiplient dans la tradition des « Jeunesse et culture » inaugurés à Nice dans la décennie précédente et se poursuivent sur des thèmes comme le « théâtre populaire », « l'impact de la télévision » ou « les espoirs de la révolution naissante » à Cuba. De l'assassinat de Patrice Lumumba à la guerre du Vietnam, de l'histoire du Jazz à « l'automatisation », les « *Jeunesse et culture* » se multiplient et la « petite école du militant » non sans idéalisme, tente de se projeter sur l'avenir: « *Nous grandissons en qualité, nous grandissons en quantité. Demain, une université populaire verra le jour, avec des professeurs et des spécialistes sortis des usines et des quartiers... formés par la vie et l'action* » (mars 1960).

Dans la décennie soixante-dix, de nombreux stages de formation se tiennent dans les auberges des CLAJ, notamment à Allos, puis Métabief qui chaque année accueillent plusieurs dizaines de militants venus plancher sur les classiques du marxisme, l'analyse des classes sociales ou les critiques de Lefebvre ou Marcuse sur la société de consommation. Dans cette même décennie 1970, quelques intellectuels se sont pris d'amitié pour les CLAJ, comme Michel Beaud, directeur du département économie politique de la faculté de Vincennes. Il est à l'origine du projet d'écriture du livre sur la construction du chalet les « Sapins de l'amitié » dans le Jura. Il soutient également la création d'un organisme de formation intitulé Groupe de recherche théorique populaire (GRTP) à la faculté de Vincennes en 1978. D'abord animé par un groupe d'ouvriers de l'automobile de la General Motors - Gennevilliers, cet organisme prend une ampleur nationale et, finalement, approche d'assez près le modèle des universités populaires ambitionné dès 1960. Les séances du GRTP se poursuivent toute la décennie quatre-vingt, à Vincennes, à la faculté de St Denis, puis rue Condorcet dans les locaux désertés de la fédération qui y retrouvent alors une nouvelle vie.

6- Les publications.

En 1962 paraît le premier numéro d'un journal national intitulé *Spécial jeunesse*. D'abord support des informations du mouvement et outil de promotion pour les vacances, il devient peu à peu un journal à

thème dont la fabrication collective est l'occasion de familiariser des jeunes de milieu populaire avec les rudiments de l'écriture, mais aussi aux techniques du maquettage, du routage, de la gestion des abonnements, et enfin de la diffusion.

La diffusion du journal s'effectue sous la forme de ventes « coups de poing », au cours desquelles se rassemblent sur une même cité de connaissance (par exemple la cité de la Paix à Bezons, la cité de la Caravelle à Villeneuve-la-Garenne ou la cité de Beauregard à Poissy) plusieurs dizaines de militants répartis en équipes de 2 ou 3, présentant toujours des caractéristiques contradictoires, mêlant jeunes et anciens, ouvrier et lycéen, expérimenté et néophyte. En deux heures, les chiffres de vente peuvent dépasser les 5 ou 600 numéros et quelquefois même atteindre les 1000 exemplaires. Cette redoutable efficacité témoigne à la fois de l'implantation dans les cités considérées, mais d'autre part de l'organisation minutieuse qui est mise en place, chaque équipe partant munie d'un plan et des adresses de personnes déjà connues. La vente est même quelquefois soutenue par une équipe de musiciens sur les marchés ou dans les squares d'immeubles. Des communiqués, envoyés nationalement, viennent saluer les performances des différentes sections ou « stimuler » les retardataires. L'été, les diffuseurs se répandent aussi dans les campings de la côte d'Azur pour faire connaître aux familles en vacances les réalisations des CLAJ.

Spécial jeunesse paraît jusqu'en 1979, soit environ 32 numéros, sur des thèmes aussi variés que les bandes de quartier, l'école, la famille, le sport, les immigrés, le travail manuel, la grève, le Vietnam, la verdure aux travailleurs, la « lutte contre l'état bourgeois » ou « l'Europe des travailleurs ». Il est en général, tiré entre 10 et 15000 exemplaires. Une version niçoise du journal est publiée sur 5 à 6 numéros, à partir des années 1976.

Outre les bulletins de liaison interne *Informations-Jeunesse* puis *Informations-Comités populaires* au début des années soixante-dix, quelques publications annexes voient également le jour comme le livre racontant la rénovation d'une vieille ferme dans le haut Jura: *Un chalet réalisé par les travailleurs eux-mêmes*, en 1973. Une brochure relatant les péripéties de la lutte contre les licenciements dans l'usine de chaussures Salamander à Romans en 74, et enfin *Le manifeste de la jeunesse populaire* en 1978, qui rassemble les interventions collectées au cours d'un rassemblement du mouvement à Métabief dans le Jura.

7- Une expérience éphémère : les « comités populaires »

Tout comme pour la guerre d'Algérie qui joue un rôle fondamental dans son évolution, il convient de souligner l'influence de mai 68. Certes il y a d'abord « l'air du temps », véhiculé par l'anticolonialisme, les « Comités Vietnam » ou la révolution culturelle en Chine populaire, mais il y a aussi la proximité avec le « gratin » révolutionnaire que les CLAJ voient défiler dans leurs maisons, de l'UNEF à l'union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCML), de Vive la révolution (VLR) à la Gauche prolétarienne (GP), en passant par les *Cahiers de mai*. Contacts parfois explosifs, comme ce séjour d'un groupe d'étudiants de VLR dans un relais de la Côte d'Azur qui se termine par la dénonciation de l'économisme des CLAJ, mais non sans complicité parfois (comme avec l'Atelier populaire des Beaux arts) ni amitiés nouées pour la longue durée.

D'autre part, la sociologie du mouvement évolue en cette fin de décennie soixante, sous l'effet de l'apport d'une génération de lycéens et étudiants en rupture avec leur trajectoire initiale et qui voient dans le mouvement concret et la dimension populaire des CLAJ, autre chose que les abstractions des slogans de mai 68.

A côté des activités de loisirs dites « de masse », les CLAJ cherchent donc assez logiquement à se doter d'une cellule de réflexion politique et à renouveler le sens de leurs réalisations dans lesquelles ils voient maintenant «...des bases, des îlots, des prototypes de cette société nouvelle que nous voulons mettre en place. »⁴. L'expérience des « comités populaires » est engagée. Expérience par ailleurs éphémère puisqu'elle dure seulement de 1972 à 1976. Elle connaît cependant quelques succès, essentiellement autour de la construction enthousiaste du chalet de Métabief⁵, mais aussi l'implication du mouvement dans la plupart des grands événements socio-politiques de la décennie 1970, comme l'occupation de l'usine Lip, l'affaire du camp du Larzac, les grandes grèves des OS de l'automobile ou celle de la poste en 1974. Les CLAJ développent ce qu'ils nomment des « expériences de politique vivante ». Avec leur style, leur orchestre et leurs carnets de chansons, ils sont aussi présents dans toutes les grandes manifestations de

⁴ *Les années 60. Un mouvement de jeunesse dans la tourmente de la modernité*. Collectif CLAJ. 1996.

⁵ *Un chalet réalisé par les travailleurs eux-mêmes*. Ed. CLAJ. 1973.

rue liées à la montée du chômage et aux licenciements après la crise du pétrole, les différentes crises de l'enseignement ou encore à la crise de la sidérurgie à partir de 1978.

Mais il résulte aussi de ces options prises par le mouvement, des tensions exacerbées entre les différentes régions, notamment avec un courant plus « gestionnaire » incarné par l'association niçoise. Au total, cette période produit beaucoup de malentendus entre les différentes sections qui ne parviennent pas toujours à surmonter des divergences affaiblissant durablement la fédération.

Conclusion

« Mouton à cinq pattes » dans le parterre des grandes organisations, nationales, les CLAJ ont tenté d'assumer une originale mais difficile double vocation : celle de mouvement national et d'émanation plus ou moins spontanée de groupes de base et de « bandes de quartiers ».

Au total, cette tentative a duré vingt ans et connu des développements originaux. Elle se solde par un demi-échec: au début des années 1980, les liens fédératifs se distendent sous l'effet conjugués de la revendication « d'autonomie » et des « ressentiments » liés au reflux des utopies de la période « 68 ». « *La liberté pour chacun, le déclin pour tous* » observe un dirigeant de l'époque. Faute de nouveaux slogans fédérateurs, le tissu associatif se défait peu à peu dans la décennie qui suit. Le réseau de maisons et les associations gestionnaires subsistent, mais sont contraints à introduire toujours davantage de professionnalisation pour faire face à la pression réglementaire et à l'évolution vers la prestation de service. Le poids des associations diminue dans le mode de gestion des maisons et les anciens critères de gestion deviennent obsolètes.

Ainsi, aujourd'hui la bataille est rude pour faire prévaloir le fait associatif sur le management d'entreprise auquel le fonctionnement du tourisme labellisé pousse toutes les structures touristiques. Il en subsiste cependant une ferme volonté dans les associations gestionnaires qui poursuivent leur action à Nice, Nantes, Poissy, Métabief ou Rochejean, considérant que leur philosophie initiale de « *conquête des sites privilégiés pour les jeunes et les travailleurs n'a pas pris une ride.* »

Malgré les dissensions, les liens entre les différentes associations ont perduré un certain temps à travers le GRTP créé en 1978, lequel incarnait une volonté partagée « *de promouvoir une élite d'acteurs de terrain, engagés dans le mouvement associatif et l'action dans les entreprises* ».

Références bibliographiques

L'action catholique dans le diocèse de Nice, Philippe Wozelka, Alandis Editions, 2001.

La Bataille des loisirs. Les années 50, Collectif sous la direction de Charles Dusnasio, Editions Serre, Nice, 1990.

Les années 60. Un mouvement de jeunesse dans la tourmente de la modernité, Collectif sous la direction de Charles Dusnasio, Ed. CLAJ, 1996.

Un chalet réalisé par les travailleurs eux-mêmes, Collectif CLAJ, 1973.

Pierre Bénédicti. « Libéro ». Un homme en dehors du bocal, Ed. Serre, Nice, 1998.

Entretiens avec Suzette Delon. Notes, Mai/juin 2008, A. Schoelinck.